



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Carte scolaire 2018 : la vérité des prix, finale, du SNUipp-FSU

Nous vous adressons ci-après les éléments chiffrés collectés après les dernières opérations de carte scolaire d'ajustement de rentrée.

Leur analyse démontre que la dotation de 3 880 postes est insuffisante pour assurer le dédoublement des CE1 de REP+ et des CP de REP. Le dédoublement « consomme » à lui seul 5 605 postes.

Conséquence de cette dotation insuffisante : la facture est lourde pour les « Plus de maîtres » dont près de 1 400 postes disparaissent sur les 3 000 existants encore à la rentrée 2017 alors même que ce dispositif plébiscité par la profession et aux résultats prometteurs n'a pas été évalué. Une facture lourde également pour la maternelle avec un solde négatif de près de 575 classes, tout comme pour le rural.

Si les postes de remplaçants sont abondés de 325 postes et ceux d'enseignants spécialisés de 226, cela ne représente qu'une goutte d'eau au regard des ponctions opérées les années passées et des besoins actuels.

Cette dotation insuffisante qui a conduit à des redéploiements de moyens a été à l'origine de nombreuses mobilisations de janvier à mars dans tout le pays rassemblant enseignants, parents et élus. Mobilisations qui ont pu se prolonger en juin et septembre lors des derniers ajustements.

Outre ces chiffres qui démontrent l'insuffisance de postes, il y a aussi ce que cette préparation de rentrée raconte. Affirmer donner la priorité au primaire ne peut pas être qu'un slogan : cela doit se traduire concrètement. La baisse démographique aurait pu permettre ici ou là des allègements d'effectifs, alors que plus de 100 000 classes

dépassent 25 élèves (RERS 2018), la taille des classes va encore augmenter en dehors des CP et CE1 en éducation prioritaire.

Comment parler de l'importance du langage en augmentant la taille des classes en maternelle ? Comment justifier que les effectifs allégés sont facteur de réussite sans que cela concerne tous les élèves ? Comment justifier l'attention aux conditions d'apprentissage quand en milieu rural on trouvera à la rentrée des cours multiples à 3 voire 4 niveaux à plus de 20 élèves ?

Ce sont toutes ces interrogations qui prédominent. Car s'arc-bouter sur une bataille de chiffres ne doit pas cacher certaines réalités. Donner plus à ceux qui ont moins est juste à condition de ne pas dégrader la situation de tous les autres.

Améliorer l'école a un coût, certes économique mais dépend également du projet que l'on porte pour l'école. Au SNUipp-FSU nous voulons une école qui s'attaque aux inégalités scolaires, qui fasse sienne l'idée que tous les élèves sont capables de réussir et leur en donne les moyens.

L'école primaire française largement sous-investie doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour une meilleure formation des enseignants, des effectifs abaissés, des enseignants spécialisés, des remplaçants, un accompagnement pour réussir l'inclusion, des dispositifs moins de 3 ans, des maîtres en plus pour travailler différemment...

Cette question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Or le projet de budget 2019 montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin.

Le SNUipp-FSU, aux côtés de l'ensemble des enseignants continuera à exiger des moyens à hauteur des enjeux, avec en premier lieu le combat contre les inégalités scolaires. Revoir cette politique budgétaire et éducative sera au cœur de son engagement dans les mobilisations à venir et ce dès le 12 novembre prochain.

Paris, le 12 octobre 2018